ARRÊTÉ

PORTANT PROROGATION DE STAGE

DE M ..................................

*GRADE*

Le Maire *(ou le Président)* de …………..……,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992, modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° ……… du ………………… portant statut particulier du cadre d’emplois des …………………….………. territoriaux,

Vu l’arrêté en date du ………………nommant M …….………, ..………(*grade*) stagiaire à compter du ………………, et le classant au ….échelon avec une ancienneté de ………..,

*(Le cas échéant)* Vu l'arrêté en date du .................... portant prise en compte des services antérieurs de M …….………, ……………. (*grade*), ….. échelon de l’échelle ……., indice brut ……, avec un reliquat d’ancienneté de .........................., à compter du ..............................,

*(Le cas échéant)* Vu l'arrêté en date du .................... portant avancement d’échelon de M........................, ……………. (*grade*), ….. échelon de l’échelle ……., indice brut ……, à compter du .................,

Vu l’attestation de suivi de formation d’intégration délivrée le ………… par le Président du C.N.F.P.T.,

Considérant que la période de stage n'a pas été suffisamment probante et qu’il y a lieu de proroger le stage pour une durée de ………………… à compter du …………………….,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : A compter du ……………, le stage de M …….……… est prorogé pour une durée de……………………...

**ARTICLE 2** : L'intéressé*(e)* reste classé*(e)* au ….ème échelon du grade de ………………………, indice brut....... avec un reliquat d’ancienneté de ..... an(s) ...... mois ...... jour(s).

La période de prorogation ne sera pas prise en compte dans le calcul de l'ancienneté lors de la titularisation de l'intéressé*(e)*.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat, notifié à l'intéressé*(e)*, et dont ampliation sera transmise :

- au Président du Centre de Gestion,

- au Comptable de la Collectivité.

Fait à …………… le …………….,

Le Maire *(ou le Président)*,

Le Maire *(ou le Président)*,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d’Orléans dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ...................

Signature de l’agent :